



Une réponse accompagnée pour tous : les enjeux du déploiement de la démarche

Journée interdépartementale, Bourgogne Franche-Comté

Lundi 19 juin 2017

Les retours d'expérience : les actions mises en œuvre dans les feuilles de route des sites pionniers

- Des outils et supports de travail disponibles sur la box et à enrichir
 - Accès box pour les MDPH, CD et ARS : emilie.duchange@cnsa.fr
- Un rapport de capitalisation issus des 1ers enseignements tirés de l'expérience des sites pionniers en cours de finalisation
- Pas un modèle unique : des choix d'organisation à faire en fonction des partenariats sur le territoire et des organisations de chacun

Axe 1 : mise en place d'un dispositif d'orientation permanent

- La participation des personnes aux groupes opérationnels de synthèse
 - Adapter les modalités d'organisation du groupe opérationnel de synthèse (réunions préparatoires, éléments d'explication etc)
 - Exemple de l'Aisne : la participation de pairs aidants aux groupes opérationnels de synthèse

- La participation des autorités de contrôle et de tarification aux groupes opérationnels n'est pas systématique
 - Elle doit faire l'objet d'un accord formalisé dans la convention territoriale
 - Exemple de la Drôme et de la Loire : les DD participaient aux 1ers GOS avant de distinguer GOS I et GOS II

Axe 1 : mise en place d'un dispositif d'orientation permanent

■ Le processus d'élaboration du PAG

- Au sein de la MDPH : Qui reçoit la demande ? Qui l'instruit?
- Comment recueillir le consentement de la personne ? Lui expliquer en quoi le PAG consiste?
- Quel format du PAG? Qui le signe?
- Qui participe au GOS?
 - > Parmi les professionnels de la MDPH
 - > Parmi les partenaires
 - > Question de la légitimité du participant et de sa capacité à engager sa structure



*Exemples
d'outils / de
supports sur
la box
+ support
proposé par
la CNSA pour
le PAG*

■ Les priorités d'élaboration du PAG

- 2 sites pionniers n'avaient prévu aucune priorité
- Priorités les + courantes : situations complexes, ASE / PJJ, 15-25 ans
- Permet un partage de la connaissance des situations, un positionnement partagé par les membres de la comex, même après le 01.01.18

Le contenu du PAG type

Proposition de la CNSA

1. PAG élaboré à la demande de :

- Pour la période de montée en charge avant la date d'entrée en vigueur de l'article 89, à quelle priorité d'élaboration validée en Comex correspond cette demande ?
- Un GOS ou une réunion de synthèse ou des échanges ont-ils eu lieu pour sa formalisation (date(s) et participants) ?
- S'agit-il d'une 1ère demande de PAG / d'une demande de révision / d'une révision prévue dans les modalités de suivi du PAG précédent ?

2. Description de la situation

- Date de naissance, sexe, mesure de protection, pour les enfants autorité parentale, suivi ASE
- Orientation CDAPH, droits ouverts

3. Contexte de la mise en place du PAG

- Historique et éléments justifiant l'accompagnement
- Situation actuelle justifiant le PAG
- Etat des lieux des démarches abouties et non abouties et motifs de la non réalisation
- Besoins identifiés

4. Engagements des opérateurs du PAG

- Un article par opérateur
- Préciser la date de début et les prérequis du démarrage de l'accompagnement (matériel, recrutement etc.)

5. Suivi du PAG

- Précision sur le nom du coordonnateur de parcours, le rythme et les modalités de suivi prévus

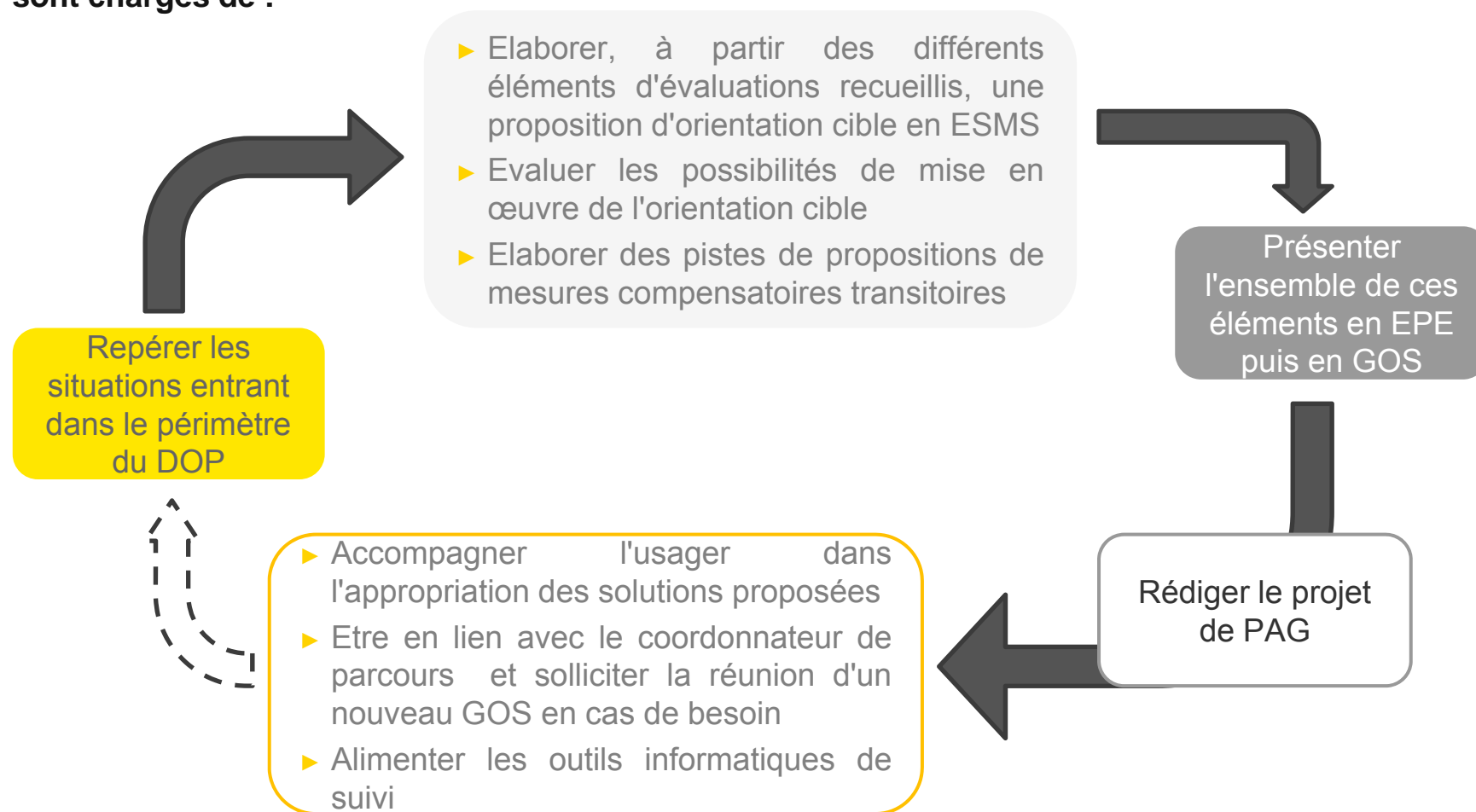
Annexes

- Annexe 1 : Article 89 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé
- Annexe 2 : Nomenclature de description des besoins et prestations
- Annexe 3 : Emploi du temps hebdomadaire des intervenants et interventions

La fiche de mission du référent à l'élaboration du PAG

Retour d'expérience des Pyrénées Orientales

Les référents de PAG sont des professionnels issus des équipes médico-sociales de la MDPH. Ils sont chargés de :



Axe 2 : déploiement d'une réponse territorialisée accompagnée pour tous

- Les travaux de connaissance et de programmation des ressources sur le territoire
 - PRS et Schéma autonomie
 - Appel à projets (PCPE, expérimentation, habitat inclusif, dispositifs de coordination)
 - Le groupe technique départemental pour les enjeux de scolarisation
- Les objectifs « réponse accompagnée » dans les **CPOM** conclus avec les ESMS comme levier de leur mobilisation
- Les travaux sur les **modalités d'admission** en ESMS
 - Initiés par les ESMS, par les MDPH ou par les autorités de contrôle et de tarification
 - À partir des suivis des listes d'attente et des états des lieux des prévisions d'entrée et de sortie
- Le système d'information du suivi des orientations

Axe 2 : déploiement d'une réponse territorialisée accompagnée pour tous

- **La convention partenariale « une réponse accompagnée pour tous »**
 - Signent MDPH CD ARS CPAM Education nationale
 - > Éventuellement représentants ESMS, CAF, MSA
 - En complément des autres conventions (exemple de la convention ARS et rectorat)
 - Distincte de la convention de délégation des crédits
 - Elle permet de formaliser :
 - > Qui participe aux GOS (pour quelles situations sont prévues les autorités de contrôle et de tarification)
 - > Les modalités d'instruction des demandes de financement complémentaires (qui reçoit, quel délai de réponse) et de dérogation (âge, spécialité, ..)

La convention territoriale en Ile et Vilaine

Le dispositif permanent d'orientation

- ▶ Objectifs généraux
- ▶ Rôle de la MDPH : « assembleur » au service de la personne
- ▶ Processus d'orientation permanent : orientation cible, élaboration du PAG, réunion des GOS, mise en œuvre du PAG

La contribution des acteurs institutionnels

- ▶ Engagement à participer aux instances, au fonctionnement du DOP et à l'évolution de l'offre et des pratiques
- ▶ Contributions à la lisibilité de l'offre et la gestion des listes d'attente
- ▶ Mise en place expérimentale de dérogations à la réglementation de l'agrément et aux règles de prise en charge financière
- ▶ Procédure de demande de financement complémentaire
- ▶ Expérimentation d'une procédure accélérée de décision de dérogation au code de l'Éducation
- ▶ Simplification administrative des procédures MDPH
- ▶ Conditions d'utilisation du PCPE dans le cadre du DOP

Un nouveau cadre de gouvernance

- ▶ **Contexte** : nécessité d'une gouvernance globale intégrant la convergence des dispositifs de coordination pour assurer plus de cohérence et une meilleure lisibilité (MAIA, PTA, PAERPA...)
- ▶ **Définition de la gouvernance de concertation territoriale et de ses modalités d'organisation**

Annexe : Tableau de délégations de dérogations

- ▶ **Tableau des délégations de dérogations** : objet de la dérogation, exemples de situations, condition de mise en œuvre, modalité d'autorisation, condition de suivi et avis de la coordination régionale.
 - Pour les dérogations à la réglementation de l'agrément
 - Pour les dérogations aux règles de prise en charge financière

Axe 3 : création d'une dynamique d'accompagnement et de soutien par les pairs

- L'implication des pairs dans la construction des réponses individuelles
- La participation des associations
 - Notamment dans le cadre de la mise en place des CDCA
- Les actions de formation des professionnels de l'accompagnement par les pairs
- L'aide à la connaissance des droits des personnes
 - Permanence des associations
 - Permanence du défenseur des droits
- Un axe confié à un collectif interassociatif / une association
 - Un 1^{er} travail de recensement des démarches existantes sur les territoires

Quelques exemples d'actions en cours de mise en œuvre au titre de l'axe 3

Implication des associations

Vosges

- ▶ Les représentants d'associations sont systématiquement invités à participer aux réunions de pilotage de la démarche

Aisne

- ▶ Conventionnement avec l'union des associations du département pour l'organisation de formations avec les bénévoles

Vienne

- ▶ Réflexion sur la place de l'UNAFAM sur les handicaps psychiques

Pas-de-Calais

- ▶ Recensement des actions innovantes sur le territoire, pour promotion et généralisation

Guyane

- ▶ Organisation de permanences des associations d'usagers à la MDPH pour accompagner les usagers.

Implication des usagers

Aude

- ▶ Mise en place d'une permanence du Défenseur des droits dans la MDPH

Pyrénées Orientales, Aude et Vendée

- ▶ Création d'un conseil ou comité des usagers
- ▶ Soumission à ce comité du format de PAG type dans les Pyrénées Orientales
- ▶ Feuille de route du comité dans l'Aude : traduction des notifications MDPH en facile à lire et à comprendre

Implication des pairs

- ▶ Un travail autour de la conciliation par les pairs
- ▶ Un travail sur la prise en compte de la parole de l'expert profane, sur la prise en compte dans les modalités d'accompagnements des retours des pairs et de la famille, notamment concernant les handicaps rares

Aisne

- ▶ Les pairs sont conviés au GOS

Axe 4 : accompagnement du changement des pratiques (DGCS)

Un axe porté en transversal dans toutes les actions concourant à la mise en œuvre de la démarche

- Une opportunité pour étudier et revoir l'organisation de la MDPH
 - En lien avec l'autodiagnostic RMQS et l'informatisation du tronc commun
 - En lien avec le processus de construction du PAG (cellule de « tri », expertises extérieures pour l'évaluation)
- Les formations
 - Les formations croisées pour mieux se connaître / connaître les pratiques et contraintes des partenaires ESMS ARS MDPH CD (financement des établissements, ASE, compensation individuelle)
 - Les formations des professionnels en MDPH : convention CNSA et CNFPT
- Recommandation Anesm sur la coordination des parcours PH dans les ESMS prévue pour octobre 2017

Retour d'expérience des Alpes de Haute-Provence

Les Alpes de Haute-Provence ont édicté 2 cahiers des charges (disponible sur la box):

1. Un cahier des charge pour une formation inter institutionnelle « Politiques du handicap – Accompagnement au changement »

- ☐ À destination principalement des cadres
- ☐ 3 jours de formations, en 2 fois
- ☐ Une approche théorique sur l'impact managérial du projet pour chaque institution et sur la conduite du changement
- ☐ Une 1^{ère} session organisée en décembre 2016
- ☐ Un grand nombre d'inscrits lors de la 1^{ère} session

2. Un cahier des charge pour une formation sur l'analyse de la pratique interinstitutionnelle « Politiques du handicap – Accompagnement au changement »

- ☐ Une session pour les cadres
- ☐ Une session pour les professionnels de terrain
- ☐ 5 demi-journées de formations par groupe sur toute l'année 2017
- ☐ Une approche de terrain à partir de cas concrets

Le pilotage et la gouvernance de la démarche : points-clés

- Le rôle du « chargé de mission réponse accompagnée »
 - Ingénierie et pilotage du projet et / ou
 - Élaboration des processus et / ou
 - Élaboration des PAG ?

- Les modalités de communication sur la démarche
 - Entre pilotes
 - À destination des ESMS / usagers , des membres de la CDAPH, des partenaires institutionnels (exemple de la CAF)

- Le rôle de la comex : instance de pilotage
 - La mise en place d'une instance plus opérationnelle (plus réduite, qui peut se réunir plus souvent et préparer les décisions à porter à la délibération de la comex)